L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE ET DU CONSEIL GENERAL—NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 29 MAI 1850.

Imprimé et publié par
MAGNE & WEISSE,
No. 83, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 29 MAI.

DENOUEMENT.

Tout est dit. L'expédition partie des ports américains n'a pas atteint le but qu'elle se proposait, et le général Narciso Lopez, pourchassé par un steamer espagnol, a dû se réfugier à Key West; il s'est embarqué à bord du vapeur *Isabel* et est arrivé à Savannah. C'est au moins ce qu'annonce à nos confrères du *Delta* une dépêche qui leur a été transmise de Charleston à la date du 25 courant et qui détruit de fond en comble toutes les conjectures qu'ils avaient faites sur la foi d'une dépêche arrivée directement de Savannah. Voici ce que renferme la seconde communication télégraphique :

"L'expédition est partie de Cantoy, dans le Yucatan, le 16 courant, et est arrivée à Cardenas dans la matinée du 19. Le débarquement a pris un certain temps, et les autorités ont pu envoyer immédiatement un exprès au poste de Tuberco à environ dix milles de distance pour demander des renforts. Les volontaires de l'expédition ayant pénétré dans la ville attaquèrent la prison qu'ils prenaient pour une caserne. La garde soutint bien le feu. A ce moment, on fit de nouvelles troupes traverser la place. Elles furent hélées, mais elles répondirent par un feu de file sur les agresseurs. Ceux-ci repoussant l'offensive attaquèrent la maison du Gouverneur, qui malgré une énergique résistance, fut incendiée. Les troupes de la ville se rendirent alors et Cardenas resta au pouvoir de l'expédition. Cependant le *Creole* se préparant à repartir pour aller chercher des renforts, les volontaires mécontens de la chaude réception qu'ils avaient reçue et ayant perdu un temps considérable à transporter à bord les blessés et les combustibles, se laissèrent aller au découragement et maîtrisèrent pour être conduits à Key West.—Le *Creole* a été poursuivi par le steamer de guerre espagnol *Pizarro*, mais il a pu lui échapper."

Voici maintenant ce qui aurait eu lieu à Savannah après l'arrivée du général Lopez. Les détails qu'on va lire sont renfermés dans une dépêche du 26, transmise directement de Savannah :

"Une grande sensation a été produite hier soir par l'arrestation du général Lopez et de son aide-de-camp Jose Sanchez Iznaga, en vertu d'un ordre du président Taylor transmis par le télégraphe. Ils ont comparu devant la Cour de district présidée par le juge Nicholls. La foule encombrait l'enceinte du tribunal et paraissait très-agitée. Aucune preuve n'ayant été produite, ces prévenus ont été mis en liberté à onze heures trois quarts et sont sortis de la Cour au milieu des acclamations du nombreux auditoire qui les a accompagnés chez eux. Le général a hautement déclaré qu'il n'abandonnerait pas l'entreprise et tenterait à ses risques et périls de nouveaux efforts pour affranchir un pays opprimé. Le général Lopez est parti pour l'ouest ce matin à 7 heures par le chemin de fer."

Ceci, bien des choses restent encore inexplicables, mais un fait est positif, c'est que le général Lopez, contrairement de l'expédition, est rentré aux Etats-Unis. L'entreprise a donc complètement échoué, et l'affaire de Cardenas n'a pas eu lieu exactement comme nous l'avaient racontée les correspondans amer cains de la Havane. Les volontaires ont été accueillis par des coups de fusils ils ont dû se battre et ont eu de nombreux blessés. La ville est au pouvoir, il est vrai, mais ils ont compris que la position n'était pas tenable, et ont demandé à être conduits à Key West, et le *Creole* serre de près par le steamer de guerre espagnol *Pizarro*, n'a dû son salut qu'à la proximité de Key West où il a pu se réfugier.

Maintenant on ne demande ce que sont devenues les autres divisions de l'expédition, car le *Creole* n'avait que trois cents hommes à bord, et le nombre des volontaires encore sur terre, doit être deux mille. Il y a par conséquent encore sept cents hommes sur le sort desquels nous sommes encore dans l'ignorance. Apparemment ils ont débarqué! Se sont-ils réfugiés dans les bois ou apprenant la déconvenue de Lopez, l'abandonnent-ils à Contoy que le *Creole* y a touché en allant? Nous serions disposés à accepter plutôt cette dernière hypothèse, car la défection d'un plus haut partie de renforts que le général est allé chercher après avoir découragé à Cardenas les trois cents hommes de la première division. Mais alors quel serait le sort de l'expédition? S'aventurer avec trois cents hommes seulement dans un pays occupé par trois mille ennemis, et à une toute petite distance de la Havane, dont la garnison est très forte, nous paraîtrait le comble de la folie. Nous avons toujours eu une bonne opinion du talent et du courage du général Lopez dont nous avons eu le plaisir de faire un grand éloge comme homme de guerre. Il nous paraît impossible qu'il ait fait avec Contoy ce gros de l'expédition pour se jeter dans l'île de Cuba à la tête d'une poignée d'hommes. Si tel était son plan, nous le répétons, ce ne serait pas de la témérité, ce serait de la folie! Et cependant nous sommes réduits à croire qu'il l'ait réellement commise cette insigne folie, car que deviendraient nos braves volontaires sans chef dans un pays inconnu et hostile? Quel l'auront-ils pas à craindre de la vengeance du gouvernement espagnol? Espérons qu'aucun de ceux-ci ne tombera en arrière et qu'ils pourront rentrer aux Etats-Unis.

Quant à l'indépendance de Cuba, cette illusion de quelques âmes généreuses, est-elle pour s'accomplir? Nous commençons à en douter.

CONSEIL DE LA PREMIERE MUNICIPALITE.—Le Conseil s'est assemblé hier soir—12 membres présens.

Le clerc est donnée d'une lettre accompagnée d'une résolution adoptée par le Bureau des Liquidateurs, laquelle porte que tout l'argent dans la caisse d'amortissement doit être appliqué à l'usage pour lequel cette caisse a été établie; aussi, une résolution portant que les *cash-notes* soient reçus par la Municipalité ne peuvent être payées dans la catégorie des dettes dont le Bureau a spécialement connaissance—Referés au comité spécial.

Après avoir pris connaissance de diverses pétitions pour emploi, parmi d'esclaves, le Conseil entend le rapport suivant, présenté par MM. Dufey et Mc Kim, membres du comité de finances :

Le rapport fixe le chiffre de la dette municipale, le 1er mai, à $1,153,974—96 dont $250,710 en certificats couverts par des reconnaissances réalisées et consacrées en bons de la 3e municipalité, en un jugement contre Mme de Pontalba, en argent à $70,000 déposé à la Banque, et en rentes hypothécaires dont le montant s'élève à $143,000. La dette de la municipalité se trouverait donc réduite à $894,264. L'argent déposé à la Banque est destiné spécialement à être bourse en valeur des bons émis en vertu de la resolution de 1845, mais si, comme le comité en exprime la conviction de liquidation doit acquitter ces dettes à mesure qu'elles viennent à échéance, en $70,000 dont il est question plus haut pourraient servir à satisfaire les créances les plus pressantes, et par exemple que les bons au porteur de $110,010 sont déjà dus et sont éligibles dans le courant de la présente année. Le paiement pourrait s'effectuer par un versement de 25 pour cent en argent et, pour le reste, en obligations exigibles dans un, deux et trois ans, avec un intérêt payable tous les mois.

La somme dette de la ville s'élève à $1,153,000 et l'actif à $336,000, non compris la valeur de certaines terres de l'Ouachita qui font encore le moment l'objet d'un procès. Quant aux réclamations en faveur de la Banque du Commerce montant à $500,000 et dûs en 1873, ils seront sans doute remboursés par les dividendes repris chaque année et, s'il le faut, le placement des 5,000 actions que possède la ville. La dette de l'ancienne ville serait par conséquent réduite à $1,890,000 et la quotité de la 1re municipalité, d'après l'évaluation estimative des propriétés foncières en 1849, serait de $703,000 qui ajoutée à la dette municipale, porterait le passif de la Corporation à $1,597,264, soit 6 2/3 pour cent de la valeur estimative des propriétés mobilières et immobilières de la municipalité.

Sa dette doit être payée au fur et à mesure des rentrées. La taxe à prélever pendant les années 1851, 1852, 1853, 1854 et 1855 peut être évaluée à 1 pour cent par an. On rappellerait par ce moyen tous les billets au porteur n'étant à échoir à $445,000, les bons dès en 1854 montant à $371,300 ainsi que la quotité municipale dans la dette de l'ancienne ville dont $170,000 seront exigibles en 1850 et devront être acquittés par la Première Municipalité.—En 1856, 1857, 1858 et 1859 la taxe à prélever peut être évaluée à 3 pour mille, en 1860 à 1¼ pour cent, en 1861 à 3 pour mille, en 1862 à 1 pour cent pour payer $216,000 de bons qui sont entre les mains de M. McDonough, en 1863 à 1¼ pour cent, en 1864 à 7 pour mille, en 1865 à 2 pour mille, et en 1866 à 1 pour cent pour acquitter les bons émis par la ville en faveur de la Compagnie du chemin de fer de Nashville. Dix ans plus tard, c'est-à-dire vers 1876 une somme de $18,000 devra être payée pour compte de l'ancienne ville. Cela soldé, la municipalité n'aura plus de dettes.

Le déficit dans les dépenses courantes de la présente année peut être fixée estimativement à $14,000, sans compter $66,000 de mandats à vue qui devraient être payées immédiatement à cause de la nature même de cet engagement. Les mandats à vue ont été livrés dans des moments de nécessité pressante, à l'époque de la dernière inondation par exemple, et ces créanciers qui se reposent sur l'honneur et la bonne foi de la Municipalité doivent être satisfaits les premiers. Mais pour se procurer l'argent nécessaire, il faut de toute nécessité imposer une taxe. Le comité propose donc les résolutions suivantes :

1o Conformément à la section 7 d'un acte intitulé : "Acte relatif à la ville de la Nouvelle-Orléans," le Conseil de la première Municipalité recommande que les votans de la dite Municipalité soient consultés dans le plus bref délai possible sur la nécessité de prélever une taxe spéciale de 1¼ de 1 pour cent sur la valeur estimative des propriétés mobilières et immobilières de la 1re Municipalité.

II. Le scrutin sera ouvert, avec le consentement du Conseil, après dix jours d'avis, et les suffrages seront recueillis comme dans une élection de maire, aldermen, etc.

III. En vertu de la 1re et de la 3e section d'un acte intitulé "Acte relatif à la ville de la Nlle-Orléans approuvé le 18 mars 1850," le Conseil de la 1re municipalité ordonne que—attendu qu'il n'y a aucune partie de la municipalité qui ne soit divisée en rues et où la corporation n'exerce aux frais communs des travaux d'utilité générale ou n'accomplisse quelque acte administratif—toute la municipalité est par les présentes déclarée urbaine.

Le comité annonce qu'un projet sera probablement présenté sous peu au Conseil pour le pavage des rues de la Levee, Chartres et Royale en bloc de grande carrée. Les habitans paraissent en faveur de ces grandes améliorations. La part de la municipalité dans la dépense sera d'environ $100,000, et si le Conseil approuve la mesure, le comité est d'avis que les deux projets soient soumis en même temps au peuple.

Le comité termine son rapport en présentant le budget estimatif de 1851 dans lequel les recettes dépassent de $30,000 les dépenses.

Sur motion, le rapport a été adopté et devra être imprimé. Les résolutions ont été mises à l'ordre du jour de la prochaine séance.

Sur motion, le Conseil procède à l'élection de sept commissaires. Voici le résultat :

Premier ward—L. Le Blanc.
Second ward—T. Birmingham.
Troisième ward—F. L. Renecke.
Quatrième ward—J. Larue.
Cinquième ward—(Après plusieurs ballots, les deux candidats obtenant le même nombre de voix, l'élection est renvoyée.)
Sixième ward—T. Ivains.
Septième ward—C. M. de Armas.

M. Dereix, président du comité judiciaire, fait un rapport favorable à l'émancipation de plusieurs esclaves.

M. Fabre ayant présenté un rapport accompagné de la liste des officiers et watchmen qui ont besoin des pouvoirs qu'ils sont conférés, remet à quelques-uns dument nommés.—Puis, le Conseil s'ajourne.

PREMIERE COUR DE DISTRICT.—L'avocat de District ayant retiré en Cour un *nolle prosequi* dans l'affaire de l'Etat contre le capitaine McConnell et Marie, (au sujet de Key) les accusés ont été mis en liberté.

—CINQUIEME COUR DE DISTRICT.—Nous apprenons qu'une action en dommages a été portée à cette Cour, par le docteur Knapp et le capitaine Wilson, du navire Russia, contre les compagnies d'assurances qui les avaient accusés d'avoir conspiré pour incendier le navire Russia. Les dommages sont portés à $20,000.

CONFESSION DE L'ESCLAVE JAMES.

Accusé comme incendiaire.

Nous donnons ci-après la confession volontaire faite hier au recorder Genois, par l'esclave James, âge de 17 ans et appartenant à Mme Bell, lequel est accusé d'avoir mis le feu le 20 de ce mois, à une maison rue Dauphine, près Conti. Les esclaves Crispin et Edwards, comme nous l'avons dit hier, sont accusés de complicité. Avant d'entendre la confession de James, le recorder Genois lui a dit qu'il n'était pas tenu de s'incriminer ou de répondre aux questions qui pourraient tendre à découvrir s'il est coupable. C'est donc de son propre mouvement qu'il a fait la confession suivante :

Dimanche soir, 20 de ce mois, vers neuf heures, Crispin lui a donné une boîte contenant de l'huile de térébenthine, afin de mettre le feu à la maison vide adjacente à celle occupée par sa maîtresse, rue Dauphine, entre Bienville et Conti; le fluide a la première fois n'a pas voulu prendre l'entourage qui sépare les deux maisons, et a pénétré au troisième étage de la maison inoccupée où il a mis le feu, au moyen de térébenthine, dans une chambre donnant sur la cour, vers huit heures et demie. Palarine a été donné par sa maîtresse, et quelques personnes attirées par la lueur ont éteint le feu.

Il dit aussi qu'il n'est point le même jour, occupé avec d'autres esclaves, à jeter de l'eau sur le feu, et qu'il n'a point échangé de paroles avec les maîtresse de la maison. Il dit qu'il n'était mû par personnel de feu, et qu'il est surpris que l'on ait pu croire qu'il eût voulu incendier sa maîtresse. Il ajoute qu'il a été poussé à cette action par Crispin qui lui a